

# Luttes et Initiatives

## **Comment nous organiser pour s'investir ensemble dans Minga**

Après la crise financière et alimentaire de 2008, Minga a vécu un long processus de débats en interne jusqu'à changer de positionnement en 2013 pour mieux revenir à l'origine de ses engagements (article 23 de la Déclaration des droits de l'Homme). Nouveau logo à l'appui, nous nous affirmions alors « producteurs d'intérêt général ». D'un intérêt général qu'il n'était plus seulement question d'éprouver et d'épouser comme quelque chose qui existerait en dehors de soi, à l'image d'un idéal type à atteindre ou d'un ensemble de valeurs figées, léguées en héritage, et auxquelles nous serions tenus de nous conformer par principe.

Non, cet intérêt général là, il était clairement brandi par des personnes qui ne partageaient en rien la filiation politique d'émancipation dans laquelle nous souhaitions nous inscrire. Il nous apparaissait aussi impensé que la statue d'un colonel des colonies qui devrait continuer de nous toiser sans qu'on y prête plus la moindre attention. Il était devenu très clair que même les élans les plus « salvateurs » pouvaient porter des relans « civilisateurs ». L'intérêt général, il fallait l'arracher des mains de ceux qui s'en estiment les seuls garants et dépositaires, pour ne pas dire les seuls bénéficiaires. Il s'agissait bien pour Minga de « produire » de l'intérêt général, pas de se plier à ce qui en était fait en son nom. Cela obligeait à s'ouvrir, à parler avec toute la société. Il fallait repartir de nos bases et de la mise en dialogue de nos propres fondements et contradictions. Aux unités de façade, Minga a préféré assumer d'être partie d'un monde de plus en plus fragmenté et atomisé et donc de plus en plus conduit à s'organiser : le monde du travail et des métiers. Car au bout du compte, comme au bout de notre logo, il est toujours question d'organisation à bâtir. « Produire de l'intérêt général », c'est forcément s'opposer à ceux qui s'en font les uniques détenteurs. 7 ans après, c'est toujours cette orientation qui justifie l'adhésion à Minga.

## **Minga, une organisation à la fois politique et professionnelle.**

Être politique pour Minga, ce n'est pas plaider pour une cause : c'est s'engager dans une politique d'émancipation qui garde l'article 23 de la déclaration des DUDH pour ligne d'horizon.

Cette référence nous ancre aussi bien qu'elle nous soulève quand on se retrouve face à des acteurs qui, pour utiliser le même vocabulaire (commerce équitable, économie sociale et solidaire, agriculture biologique...), défendent une orientation politique radicalement opposée à la nôtre. Pour autant, nous nous sommes longtemps « modérés ». Notre naïveté a été de prendre au sérieux le débat des idées et des faits, là où d'autres ne servaient qu'une cause, ne s'intéressent qu'aux « éléments de langage ».

Aujourd'hui encore, les débats de fond que nous appelons de nos vœux se transforment vite en dialogue de sourds. Le fond, c'est jamais le problème. Le plus souvent, le problème, c'est la forme, une question de modèle ou de personne. Et c'est en soi un problème politique majeur.

Nous sommes confrontés à une survalorisation de l'incarnation individuelle, chargée de tous les maux et de toutes les responsabilités. Du président de la République aux présidents des têtes de réseaux, en passant par tous les leaders et faiseurs d'opinion d'abord (hier Tristan Leconte ou Pierre Rabhi, aujourd'hui Cyril Dion, Maxime de Rostolan, Pablo Servigne, Charles Hervé-Gruyer...) qui permet à chacun de se projeter dans un idéal type de « société » et d'éviter le travail nécessaire de la pensée pour faire face à des réalités tragiques. Le grégaire prend le pas sur l'émancipation, l'affectif sur le raisonnement. Ce refus de regarder et penser les réalités tragiques renforce une « crise » du politique qui devient particulièrement alarmante quand la moindre divergence d'opinions est vécue comme une agression. Cela ne nous permet pas de comprendre la violence physique comme expression radicale d'une incapacité de parler et d'écouter, pas plus que les violences psychique et symbolique.

Cela entretient une vision romantique, l'illusion libérale que le monde changera à coups de nouveaux marchés et que « la recherche du bonheur » de la constitution américaine se confond avec la recherche du profit.

L'évolution industrielle de la bio doit nous rappeler à la raison. Les difficultés d'accès grandissantes à une alimentation de qualité, tout autant. Continuer de repolitiser le sujet alimentaire reste un axe central de mobilisation professionnelle et politique à la fois. « A la fois », parce qu'il ne peut y avoir d'un côté ceux qui triment en arrière cuisine et de l'autre ceux qui vont jusqu'à risquer leur peau pour « juste » livrer un plat à domicile. « A la fois », parce qu'il ne peut y avoir ceux qui cultivent la biodiversité dans leur champ, tandis que d'autres se retrouvent sur les bancs des accusés pour avoir « juste » tenter de parler aux élus de leur territoire pour éviter l'importation d'OGM. « A la fois », parce que le droit et l'initiative sont interdépendants, parce qu'on ne peut plus décemment se dire que chacun serait libre de ses choix, sans comprendre que cette liberté a été et reste le fruit de nombreuses luttes.

Être une organisation à la fois professionnelle et politique, c'est acter que l'économie n'est jamais neutre, c'est combattre l'économisme, l'idée que le pragmatisme se confonde avec le conformisme.

Assumer ce choix, c'est s'écarter de fait de toute forme d'organisation corporatiste qui abandonne une aspiration émancipatrice et toute forme de remise en cause la suprématie du droit fondé sur la propriété privée des moyens de production.

## **En finir avec le mythe de l'addition des pratiques exemplaires qui changera le monde**

Le culte de la pratique exemplaire de l'entrepreneu.r.se héroisé.e nous a tous influencé. Cela s'accompagne d'un discours qui méprise la pensée et l'histoire ; d'un solutionnisme largement entretenu par des élites qui déversent une vulgate remplie de lieux communs, d'anglicisme, de psychologies de comptoir et se réfugient dans le ressenti quand les mots et la pensée font défaut.

Derrière le culte de la pratique exemplaire, il y a le mythe de l'avant-garde qui doit « conscientiser » des masses jugées incultes à priori, abruties, responsables de légitimer le système par leur mode de vie et le rapport qu'elles entretiennent à la consommation. Défendre cette approche entretient *in fine* le culte de la main invisible du marché fonctionnant tout seul par la magie des intérêts individuels... mais qu'il s'agit bel et bien d'orienter au passage.

La remise de cause du culte de la pratique exemplaire, n'est pas une défiance a priori de l'entrepreneuriat. Il ne s'agit pas de faire de l'entrepreneur un ennemi, mais de lui ouvrir un espace où il puisse analyser ses contradictions en confiance et voir qu'elles sont communes à d'autres, afin d'éviter de devenir un « petit patron » enfermé dans des vérités de classe, incapable de prendre une distance avec sa propre expérience. C'est ouvrir un espace où il peut partager ses faiblesses et ses inquiétudes, notamment quand il est amené à assumer une responsabilité d'employeur et à faire des choix devant une croissance d'activités ou une fragilité ; un espace pour pouvoir objectivement réaliser que ce qui arrive à son activité n'est pas du fait de sa seule responsabilité.

**Nous sommes avant tout une association de travailleurs** (en emploi, au chômage, au RSA, à la retraite, en formation... salariés, non salariés...). Nous ne sommes pas une association d'employeurs, même si des adhérents ont cette responsabilité dans le cadre de leur vie professionnelle. Pas plus qu'une association de consom'acteurs, même si des adhérents font attention à leurs achats, quand ils le peuvent, dans le cadre de leur vie personnelle.

## **Pour l'émancipation, en finir avec le romantisme ...**

**Le préalable, c'est la lutte. La lutte, pour soigner sa peur.** Parce que nous sommes lucides sur ce à quoi nous nous confrontons : une économie capitaliste prête à faire usage de la force quand la séduction, le compromis social démocrate ne fonctionnent plus. Par le crédit, par la culture, par l'organisation travail ou l'absence d'emploi, elle façonne notre vie quotidienne, notre vie privée et même notre vie intime. Se croire affranchi de cette réalité, c'est déjà légitimer le capitalisme, même quand on s'affiche anti-capitaliste. Et résister tout seul, face à des contradictions indépassables, c'est vite se condamner soit à tricher, soit à s'immoler, soit à s'enfermer dans une analyse sans fin de soi.

L'organisation est donc une nécessité, pour dépasser ensemble des contradictions inhérentes à tout engagement professionnel qui refuse que sa production soit réduite à une marchandise et de se considérer soi-même et celles et ceux qui travaillent avec soi (et non pour soi) comme des « ressources humaines ».

Le préalable c'est de comprendre que le droit est aussi l'expression de rapport de force.

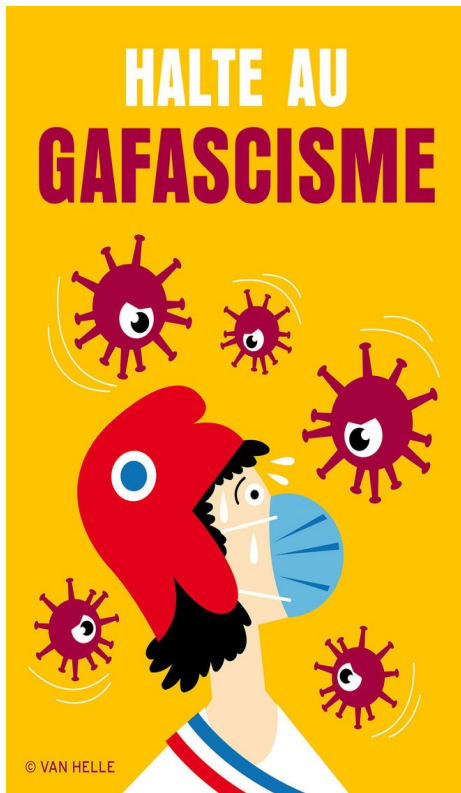
**Le contexte ne nous permet plus de ruser.** Les temps vont devenir durs, la paupérisation va inévitablement faire monter des tensions auprès d'une population de plus en plus surveillée mais qui refusera aussi de se faire invisibiliser, portant une chasuble jaune si besoin. Nous ne sommes pas au-dessus de ces réalités. Comme en 2015 au moment de la lutte contre l'imposition d'un État d'urgence permanent, comme en 2016 au moment des soulèvements contre la réforme du code du travail, il y a des mobilisations comme celles de *Me-too*, des gilets jaunes, des jeunes pour le climat, et des *Black lives Matter* qui nous engagent et transforment en retour. Particulièrement quand les corps sont atteints, les mots retrouvent leur sens et la pensée, son importance.

C'est pour cette raison nous avons soutenu le syndicat des récoltants d'algues de rives.

Pour cette raison que nous avons suivi avec grand intérêt l'organisation syndicale des livreurs à vélo. Pour cette raison que nous soutenons le syndicat des artisans semenciers. Pour cette raison que nous nous sommes rapprochés des organisations syndicales comme la FSU et Solidaire.

Pour cela que nous avons décidé de nous transformer en union syndicale il y a 2 ans ; ce qui nous engageait déjà à « *articuler la culture du "faire ensemble" à celle de "s'organiser ensemble"* (cf. compte-rendu d'AG de février 2018 [en ligne](#)).

## **Le gafascime : l'anti-humanisme du XXIème siècle.**



Depuis des années, l'humanisme est attaqué de toutes parts, remettant en cause l'idéal démocratique dont nous sommes héritiers. A l'extrême droite, ce n'est pas nouveau. Mais les attaques viennent également de l'idéologie transhumaniste qui irrigue la pensée des GAFAM.

Son dessein : réinventer un homme nouveau, surveillé, isolé, prédictible, obéissant... « assisté » par intelligence artificielle. Ces entreprises sont les principaux bénéficiaires de la crise sanitaire et cela s'accompagne d'une offensive scientiste sans précédent et d'une marginalisation totale des sciences sociales dans le débat public . Cela a été particulièrement signifié lors du lancement de l'application de traçage « stopcovid », où le gouvernement a déclaré l' « *urgence d'inscrire le*

*numérique au coeur du travail de nos institutions. Non pas comme une matière en soi mais comme une grammaire qui détermine toutes les autres* » (Cédric O, le secrétaire d'État au numérique 29 mai 2020) en se référant à Auguste Comte (père de l'eugénisme, hiérarchisation des sciences ).

Un « événement » qui nous a permis de clarifier notre positionnement, et nos propres usages, trop complaisants avec le courant idéologique « start'up nation » :

<http://www.minga.net/application-numerique-stopcovid-le-contact-tracing-des-humains-cest-non/>

<http://www.minga.net/halte-au-delitement-de-nos-libertes-ni-oui-ni-abstention-lappli-stopcovid-cest-non/>

Nous devons faire face à un courant anti-humaniste particulièrement offensif, et à une répression administrative et policière qui veille à dissuader toutes les formes de solidarité, même les plus fondamentales : <https://blogs.mediapart.fr/minga-faire-ensemble/blog/250920/pas-de-securite-sans-solidarite?userid=8f5630f5-b67e-48ca-a9fd-eea69bd72a92>

C'est à ce titre que nous avons marqué l'importance de renforcer nos contacts « en live », la base de toute organisation : <http://www.minga.net/minga-quitte-facebook/>

**On sait « faire ensemble »,  
mais « s'organiser » c'est une autre histoire !**



De 1999 à 2017, Minga s'est organisée grâce à des financements publics (économie sociale et solidaire, emploi aidé, emploi tremplin...) et des permanents militants. Cela a permis de favoriser des rencontres, des liens entre adhérents, d'alimenter des débats, de créer des coopérations, de soutenir des entreprises. Mais cela a évité la question du partage des responsabilités de l'association. Les aspects formels ont toujours été négligés et ce, en droite ligne d'une histoire qui s'est toujours attachée à interdire, ou à déléguer, l'exercice de tâches qui passent un peu trop vite pour secondaires<sup>1</sup>.

La popularisation des usages des réseaux sociaux (facebook, twitter,...etc) a pris le relais. La culture d'organisation se perd au point que le sens même du paiement d'une cotisation s'estompe et se confond avec l'achat d'une prestation de service justifiée par une facture.

Les rappels de cotisation ont un côté aussi fastidieux que signifiant.

Les convocations d'AG et leur animation, la rédaction de compte-rendus, le suivi des engagements, l'accueil de nouveaux adhérents, la gestion du fichier adhésion, la comptabilité, avant même la rédaction de communiqués, sont des impondérables qui n'ont pas ou peu été partagés.

Aujourd'hui, Minga n'assume plus de responsabilité d'employeur, ce qui facilite la tâche. Il n'en demeure pas moins que ces tâches doivent être partagées (ou payées) et aujourd'hui ce n'est pas le cas. Elles sont pour l'essentiel exclusivement assumées bénévolement par Sabine et Emmanuel.

## Les priorités ?

### Partir du local pour politiser les espaces régionaux.

Partager des responsabilités ne peut se faire que s'il y a un intérêt assumé par chacun de faire vivre Minga, non pas comme un truc en plus, mais qui parte de soi et de là où chacun évolue ; des réalités qui nous tiraillent, des points qui nous tiennent aux tripes, des sujets et des lieux de vie et de travail où l'on se (re)trouve.

1 Pour mémoire, le 14 juin 1791, dans un souci de cohérence avec le [décret d'Allarde](#) qui proclame la liberté d'entreprendre et interdit les [corporations](#), l'Assemblée constituante française interdit la reconstitution de toute association professionnelle tant de patrons que de salariés. L'article second de la loi du député Isaac Le Chapelier énonce : « *Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni présidents, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibération, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs* ». Etant entendu donc qu'étaient précisément interdits ici ce qui fait la base même d'une organisation, permet de s'organiser en s'attachant précisément à ces tâches. Cette loi avait beau être bienvenue en ce qu'elle mettait fin aux dérives corporatistes de l'Ancien Régime. Mais au XIXe siècle, par un effet pervers, elle entravera aussi la création de syndicats.

Pour faire vivre Minga, et « résister » au développement d'une société sans contacts, il faut des relations humaines de proximité. Une AG par an, cela ne suffit pas.

Les réunions « distancielles » par téléphone ou écran interposé, non plus.

C'est d'ailleurs un des axes de notre positionnement que de ne pas exercer ni risquer de tomber dans un engagement « hors-sol », déterritorialisé (notre filiation écolo anarchiste d'Élysée Reclus).

A l'appui de cette nouvelle forme d'organisation, nous proposons :

- une auto-formation interne pour partager des responsabilités (en commençant par le B.A. Ba des impondérables de la vie d'une association)
- de poursuivre le travail au sujet des semences en accompagnant le développement du syndicat des artisans semenciers et en se positionnant sur des enjeux anthropologiques, non restreints à la sauvegarde d'une agriculture paysanne.
- de formaliser, une nouvelle structuration de Minga
- de mettre en place un contenu de formation pour une nouvelle culture syndicale.
- de travailler nos médias, et des partenariats média éventuels, pour mieux savoir à qui l'on s'adresse, dans quel but et avec quoi (gestion du site internet, blog Médiapart...)
- Lancer un chantier de réactualisation de notre positionnement tenant compte des évolutions de notre société (Me-too, gilets jaunes, black lives matters, déclin de l'État de droit..).

**le 4 novembre 2020**

*Sabine Caron & Emmanuel Antoine, Administratrice et administrateur de Minga*